

Résumé de l'analyse VOX de novembre 2020: Analyse sur les votations populaires du 29 novembre 2020

Avec L'initiative pour des multinationales responsables et l'initiative contre le commerce de guerre ont échoué lors des votations du 29 novembre 2020, deux initiatives qui mettaient en débat le comportement éthique des entreprises. L'initiative pour des multinationales responsables, qui a échoué sur la majorité des cantons, a recueilli la majorité du peuple grâce au soutien des électeurs du centre de l'échiquier politique, des jeunes et des femmes. L'analyse montre que le souhait que le monde des affaires se comporte de manière fair-play et éthique est largement diffusé dans la population. Ce sont des préoccupations économiques qui ont majoritairement conduit au rejet de l'initiative contre le commerce de guerre. Tels sont, les résultats de l'enquête menée auprès de 3'054 titulaires du droit de vote lors de l'analyse VOX de novembre 2020. L'étude a été menée par gfs.bern et financée par la Chancellerie fédérale.

Un Oui de justesse à la responsabilité des multinationales: les électeurs du centre gauche s'opposent au Non

Initiative populaire «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement» («Initiative pour des multinationales responsables»)

Depuis 1955, l'initiative pour des multinationales responsables est seulement la deuxième initiative populaire à échouer devant la majorité des cantons malgré la majorité acquise dans la population. L'initiative a atteint la majorité populaire en réussissant à convaincre, outre une grande partie des électeurs de la gauche et la moitié du centre politique, la majorité des femmes et des moins de 50 ans. Plus d'un quart de l'électorat PDC et près des deux tiers de celui du PVL ont permis, grâce au très fort soutien des sympathisants du PS et des Verts, que le Oui populaire l'emporte. Cependant, dans les cantons finalement victorieux, les forces de centre droit se sont avérées dominantes. En effet, les sympathisants de l'UDC (85 %) et ceux du PLR (81 %) ont massivement rejeté l'initiative. Par ailleurs, les liens politiques se sont avérés plus efficaces que les liens religieux : l'électorat de confessions protestante réformée et catholique a en majorité rejeté l'initiative, les électeurs sans confession l'ont majoritairement approuvée.

Ce Oui populaire de justesse était associé à une opinion défendant plus d'interventions publiques dans l'économie en général et dans l'environnement en particulier. L'électorat a en outre été nombreux, par son Oui, à manifester son soutien aux organisations de défense des droits de l'Homme et sa méfiance envers les multinationales basées en Suisse : un argument important du Oui se référait aux expériences jusqu'à présent faites et qui montreraient que des interventions de l'Etat seraient nécessaires. Le cap de l'initiative vers plus de responsabilité globale des multinationales avait servi de motif pertinent du Oui pas seulement à la plupart des votant-e-s en faveur du Oui : même des votants en faveur du Non avaient adhéré à cet argument. D'où l'importance de plus de fair-play et d'éthique dans le monde des affaires, afin qu'aucune entreprise ne puisse obtenir d'avantage concurrentiel aux frais des droits de l'Homme ou de l'environnement.

Le camp du Non, victorieux grâce aux cantons, avait émis des réserves dans trois domaines : Il craignait, dans une proportion presque similaire, des problèmes de mise en oeuvre (bureaucratie et frais pour l'entreprise comme pour l'Etat, ainsi que certains

avantages de la contre-proposition) et un préjudice économique. En outre, des doutes ont également été exprimés quant à l'effet d'une démarche isolée et quant à l'effet dans les pays en développement. Par ailleurs, ceux qui ont voté Non ont eu tendance à considérer que la crise du Coronavirus avait plutôt influencé leur propre décision.

Trop délicate sur plan économique et probablement productrice de trop peu d'effets **L'initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériels de guerre» («Initiative contre le commerce de guerre»)**

L'initiative contre le commerce de guerre a été dans le même sens que l'initiative pour des multinationales responsables. Elle a certes pu se placer dans le sillage de l'autre projet, mais dans l'ensemble elle n'est pas parvenue à s'imposer. Elle a été refusée par le peuple avec 42,6% de Oui. Cependant, et malgré le refus de l'initiative contre le commerce de guerre, elle est parvenue à recueillir une part relativement forte de Oui. En effet, comparé aux projets antérieurs pacifistes tels que «Pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix» (part de Oui 36 %) ou «Économiser dans l'armée et la défense générale» (part de Oui 38 %), elle est parvenue à mobiliser nettement plus de monde.

Les voix du Oui venaient principalement de l'électorat idéologiquement de gauche. Les sympathisants des Verts ainsi que du PS, qui ont pu être fortement mobilisés, ont déposé en grande majorité un bulletin Oui. En revanche, les sympathisants du centre et de la droite ont très fréquemment voté Non et ainsi fait pencher la balance de leur côté. Seuls les sympathisants du PVL ont été divisés : Ils ont voté à 50% Oui. Une situation similaire se dessine, au sein de l'électorat qui a voté Oui, quant à sa confiance envers le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et la Banque nationale suisse (BNS) : plus une personne fait confiance au GSsA et moins confiance à la BNS d'une part, et plus il est probable qu'elle vote en faveur de l'initiative contre le commerce de guerre d'autre part.

Au niveau du contenu, les aspirations éthiques de l'initiative contre le commerce de guerre ont certes déclenché un écho en majorité positif au sein de votants, mais elle a trop peu convaincu en raison de son effet limité et de ses conséquences économiques négatives. Ainsi, par exemple, une forte majorité était d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'argent des caisses de pension suisses ne devait pas servir à produire du matériel qui tue des personnes ; cependant, le vide laissé par le retrait des investissements suisses serait comblé par d'autres acteurs, la Suisse ne pourrait pas empêcher des guerres et se retrouverait financièrement fragilisée.

Mobilisation forte des jeunes femmes, un niveau de participation élevé au centre gauche

La participation

Les votations du 29 novembre 2020 ont été marquées par la participation, comme traditionnellement, des personnes intéressées par la politique et des votants plutôt aisés, rattachés à un camp politique précis. La forte mobilisation dans le camp politique de gauche et chez les jeunes femmes explique en partie la participation légèrement accrue au vote.

Informations générales

Le projet VOX aujourd'hui

Après chaque vote fédéral, gfs.bern mène un sondage représentatif pour le compte de la Chancellerie fédérale et interroge environ 3 000 électeurs choisis au hasard. Les motifs pour et contre la participation et les décisions des électeurs nous intéressent. Avant chaque vote, gfs.berne prépare le questionnaire pour le sondage VOX en collaboration avec Dr. Sébastien Salerno. La structure de ce questionnaire s'aligne aux questionnaires des précédentes analyses consécutives de VOX/VOTO. Pour préserver la valeur des séries de données, seules les questions spécifiques au projet à voter (par ex. les arguments pour ou contre un projet) sont reformulées à chaque fois. L'élaboration du questionnaire est de la seule responsabilité de gfs.berne.

Depuis novembre 2020, l'enquête est menée en ligne et sur des questionnaires papier. Auparavant, les données étaient recueillies par téléphone auprès de 1 500 électeurs. Dans le contenu, l'accent est mis sur les questions relatives à la participation au vote, aux décisions de vote et aux arguments. Par ailleurs, nous posons des questions au sujet des attitudes de principe et de l'utilisation des médias au moment des votes. Les questions statistiques (par exemple, l'éducation et l'état civil, l'origine, les conditions de vie, etc.) constituent la conclusion de chaque enquête, car nous savons combien ces variables sont importantes pour le comportement des électeurs politiques.

Une fois l'enquête terminée, toutes les données sont anonymisées. Ni les noms, ni les adresses ou les dates de naissance ne sont disponibles dans l'ensemble de données à analyser. Les données de contact des participants à l'étude seront supprimées après achèvement de l'enquête. Il est donc impossible de tirer des conclusions sur des personnes individuelles. Les données sont publiées sous forme anonymisée et peuvent être téléchargées gratuitement sur le site [Année Politique Suisse](https://www.vox.gfsbern.ch). Ceci est également valable pour tous les anciens enregistrements et comptes-rendus de VOX.

Qui finance les études de VOX ?

La Chancellerie fédérale suisse finance les études de VOX. Elle a lancé un appel d'offres public au nom du Conseil fédéral et a ensuite chargé l'institut de recherche gfs.bern de réaliser les sondages pour la législature en cours.

Toutes les informations relatives à l'étude VOX sont publiées sur www.vox.gfsbern.ch

gfs.bern ag
Effingerstrasse 14
CH – 3011 Bern
+41 31 311 08 06
info@gfsbern.ch
www.gfsbern.ch

Das Forschungsinstitut gfs.bern ist Mitglied des Verbands Schweizer Markt- und Sozialforschung und garantiert, dass keine Interviews mit offenen oder verdeckten Werbe-, Verkaufs- oder Bestellabsichten durchgeführt werden.

Mehr Infos unter www.schweizermarktforschung.ch

 **SWISS INSIGHTS**
Institute Member

 **gfs.bern**
Menschen. Meinungen. Märkte.